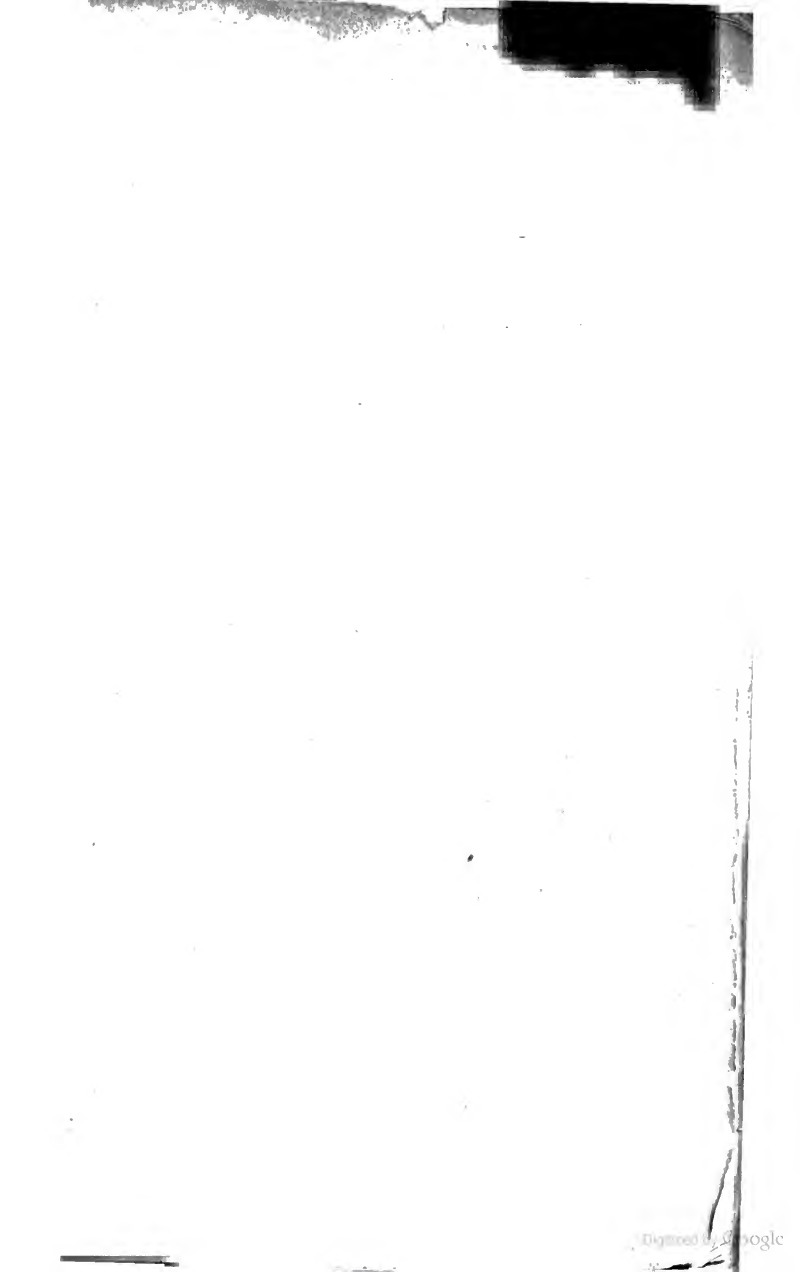




8

Les notes de cette page se trouvent à la p. 10.

Conciles de Jean VIII depuis fin 875 — 878.

avant l'élection de Charles le Chauve

Concile de S. Marie aux Martyrs (Panthéon) 19 Avril (876)	1re condamnation de Formose, de Grégoire etc. Cf. Jaffé p. 38[illegible]
Concile de la Basilique de St Pierre (30 Juin 876) (contre Formose et complices)	. Il y eut vingt évêques. Ce n'est [illegible], ce semble, [illegible] Concile d'avec les évêques italiens dont Jean VIII parle au Concile de Troyes de 878 (1) V. Sirmond Concilia gall. t. III, p. 475-6 Migne t. 126 p. 961 n° 387. Cf. Jaffé-Ew. p. 308.
Concile de la Basilique de S. Pierre (février 877)	d'abord Kalendis kalendas februarii, puis [illegible] Jean VIII l'avait convoqué pour le mois de Février 877. V. Migne ep. 48, 49, 50, 51, 52, 53. Ce que confirment les Ann. Hincm. a. 877. Celui dont nous avons ici les Actes. V. Cf. Jaffé, leurs conclusions. [illegible] Il est vraisemblable que cette occasion Jean VIII a renouvelé l'excommunication contre Formose et ses complices. V. Migne 2 et 264
Concile de Ravenne 8 Aout 877	130 évêques. V. Jaffé-Ew. p. 394. Canons des affaires politiques. Confirmation de l'élection de Charles le Chauve
Concile de la Basilique de S. Paul fin d'avril 878	V. lettre de Jean VIII à [illegible] Jean de Ravenne. Migne ep. 107, p. 758. Excommunication conditionnelle de Lambert et Adalbert. V. note 3, p. 10. [illegible] difficulté [illegible]. Le Troyes [illegible] Lambert [illegible]

Conciles convoqués par Jean VIII
depuis l'Couronn^t de Charles le Chauve
— jusqu'à sa mort —

Jean écrivant à Adalard év. de Vérone (le 4 des Nones de Nov. 876)
lui donne rendez-vous pour un concile qui aurait lieu le 30 Nov. 876, ou le 25 Dec. de la même année (Migne, ep. 41 (p. 694)

Le concile ne parait pas avoir été tenu. Voici les raisons:
Le 24 nov., puis le 1er Déc., Jean VIII désirant avoir à Rome près de soy comme les évêques de la province de Venise leur assigne le 1er Février, puis le 13. Si le projet d'un concile pour le 30 nov. ou le 25 Déc. avait été maintenu, Jean VIII leur aurait à l'i que cette date. — L'objet et la composition de ce concile sont donnés par Jean VIII il s'agit non pas d'un concile nombreux mais de certains évêques a certorum congregatum episcoporum consilium a causa ecclesiastica simul et imperialis opportunitates ...
Je crois donc qu'il s'agissait moins d'un concile au sens strict du mot que de conversation d'un avec quelques évêques influents surtout de l'Italie septentrionale; d'autant que s'il se fut agi d'un concile pr. dit, Jean VIII n'aurait pas laissé le choix à Adalard de venir soit le 30 nov., soit le 25 Déc. Cependant Jean ajoute: dignum non est ut tanta sapientiae vir tanto procul certari sit. Il n'en reste cep^t pas moins à peu près certain que ce concile n'a pas eu lieu.

en supposé. Suspens!

Hincmar, dans ses Annales, dit que Adalgaire év. avait été envoyé à Rome en Février 877 pour prendre part au concile convoqué par Jean VIII. V. Hincmar Ann. a. 877.

(T.S.V.P.)

1) Car à Troyes, Jean VIII parle bien d'un Concile tenu à la Basilique de S. Pierre, mais ~~là~~ l'excommunication regarderait surtout Lambert et Adalbert. Or ni l'un ni l'autre ne paraissent avoir été excommuniés à cette époque.

2) Écrivant à Jean de Ravenne c. Avril 878, Jean VIII dit à Formose ~~…~~ qu'il a été déjà excommunié deux et trois fois, et, ajoute-t-il, Jean de Ravenne a participé à cette condamnation. Or ce ne paraît pas vrai que si le Concile de 872 a condamné Formose

2) Ce ne peut pas être non plus (à moins (ce n'est pas je crois pour que cela soit possible)) le concile dont parle Jean VIII au concile de mars 879. et à la porte la même raison.

3) Ce ne peut pas être non plus celui dont parle Jean VIII à Troyes car 1° celui-ci a été tenu dans la Basilique de S. Paul, et celui dont parle Jean VIII a été tenu dans la basilique de S. Pierre, et il n'est pas douteux de texte ~~deux~~ ni là ni là. Car dans sa lettre ~~…~~ 107 après S. Paul, on lit ad sacris quotiens, et dans les Actes de Troyes le mot ~~basilica~~ S. Petri est répété deux fois, et l'affichage aux portes de la basilique prouve bien qu'il s'agit de S. Pierre.

De plus il est impossible qu'il y en eût un après la lettre 107, car à ce moment Jean VIII part de Rome et il eût été bien impossible de réunir alors les évêques.

Conclusion. Je ne vois donc qu'un moyen provisoirement de tout arranger, c'est de ne pas prendre à la lettre ce que dit Jean VIII du nom des Excommuniés. En excommuniant avec Formose les évêques, Jean VIII pouvait dire qu'il avait excommunié Lambert et Adalbert, qui les avait protégés lors. Il est donc possible que dans le discours de Troyes Jean VIII fasse allusion au Concile de 877 ~~…~~ temps, tenu dans la Basilique de S. Pierre.

D'ailleurs ne pas oublier de bien peser le sens du mot excommunicavimus dans la bouche de Jean VIII. Ce n'est … la séparation de la communion. Mais la menace d'en séparation.

~~…~~ Le texte des actes de Troyes demande à être examiné à ce point de vue.. ~~…~~

Conclusions
[Le concile ci-publié paraît être le concile du printemps 877 (février)] etc.

Nous sommes ici en présence d'un fait semblable à celui qui se produisit au début de Jean XX

1) Un premier concile est réuni à Rome à S. Pierre et des canons sont rédigés

2) Puis le concile se transporte et se complète peu après à Ravenne. Les deux assemblées semblent ne pouvoir n'en faire qu'une et se confondre. Tous les canons sont les mêmes.

Jean VIII avait convoqué un concile à Rome pour le printemps (février) — C'est [illegible] celui pour lequel Adalgaire fut envoyé. Ce concile fut tenu et a rendu des décisions que nous avons ici. Il est du printemps 877 (février).

Jean VIII ayant trouvé qu'un certain nombre d'évêques avaient manqué à l'appel (cas de l'Émilie) (V. can. XVI) a transporté le concile à Ravenne. Les canons de ce concile nous sont parvenus, et ils sont en beaucoup de points identiques à ceux de Rome. Ce sont les actes de Ravenne, joints sans doute à ceux de Rome, qu'Adalgaire remporta avec lui en rejoignant Charles le Chauve et dont Hincmar nous donna une analyse (analyse du discours de Jean VIII en faveur de Charles le Chauve).

Le 25 mai 877 Jean VIII (lettre à Ansbert de Milan M. ep. 80), à propos du concile général qu'il convoque à Ravenne pour le VIII des Kal. de juillet ( ) dit qu'il aurait pu le convoquer à Rome selon l'usage, mais qu'il ne l'a pas fait pour la commodité des évêques — On fait ici que Jean VIII voulait avoir ceux du Nord (et les Vénitiens). Cette note de Jean VIII s'explique de même dans la lettre à l'arch. de Ravenne ... « Romam nusquam ad generalem opportunum ... facilioram quam apud Ravennam undique confluentibus invenire possemus » M. ep. 80.

Conclusions.
dernières

En définitive

1) Le concile de Maasven nous met en présence d'un concile pontifical et d'un général des évêques de Rome (y compris Ravenne et suffr. qui étaient tenus aux conciles du pape), et non de toute l'Italie.

2) Il ne s'accorde bien qu'avec le concile convoqué pour les Ides de février 877 (v. les lettres [illegible]) lequel était un concile pontifical (synodum nostram) V. M. ep. 48, p. 701 D. et p. 49, 50

3) Car pour le concile projeté pour le 30 nov. ou le 25 Dec., il n'y a pas accord pour l'objet, car on devait traiter de la question impériale. Et c'était moins un concile qu'une réunion des électeurs évêques, les plus influents et les plus intéressés à la constitution de l'Empire — D'autant que cette assemblée ne paraît pas avoir été tenue comme le voulait Jean VIII.

Donc je tiens pour l'opinion que le Concile Maasten est de février 877

[illegible]

Ce fut donc le concile le plus récent avant celui de Ravenne. C'est ce qui explique qu'à Ravenne on n'ait rien trouvé de mieux que d'en reproduire un bon nombre de canons, la situation étant la même.

Nous avons la même chose pour les conciles de Rome et de Ravenne sous Jean IX. L'assimilation est parfaite

A. Lapôtre

EINE

RÖMISCHE SYNODE

AUS DER ZEIT VON 871 BIS 878.

VON

FRIEDRICH MAASSEN

WIRKL. MITGLIEDE DER KAIS. AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN.

WIEN, 1878.

IN COMMISSION BEI KARL GEROLD'S SOHN

BUCHHÄNDLER DER KAIS. AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN.

(Philosophisch-historische)

Aus dem Julihefte des Jahrganges 1878 der Sitzungsberichte der phil.-hist. Classe der kais. Akademie der Wissenschaften (XCI Bd., S. 773) besonders abgedruckt.

Druck von Adolf Holzhausen in Wien
k. k. Universitäts-Buchdruckerei.

Der Cod. B II 13 der Stadtbibliothek von Brescia, eine Handschrift des zehnten Jahrhunderts, enthält nach der Sammlung des Pseudoisidorus in ihrer kürzesten (von Hinschius als Cl. A 2 bezeichneten) Form und vor der von mir so genannten Sammlung der Handschrift von Novara[1] achtzehn Capitel,[2] deren erstes die Ueberschrift führt: *De primatu sanctae Romanae et apostolicae ecclesiae.* Diese Capitel gehören einer Synode an. Dies ergiebt sich, von andern Beweisgründen abgesehen, z. B. aus cap. XVI direct, wo es heisst: *Quisquis ergo archiepiscoporum post hanc synodalem diffinitionem nostram tale quid facere temptaverit,* rel. Diese Synode ist unter dem Vorsitz des Papstes gehalten; daher wird z. B. in cap. X Leo I. als *praedecessor noster* bezeichnet und in cap. XVIII definirt nicht das Concil, sondern der Papst mit dem Concil: *una cum sancto concilio diffinimus.* Der Ort des Concils ist Rom. Daher heisst es cap. XVII: *in hac sancta Romana, cui Deo auctore deservimus, ecclesia,* und in cap. XVIII ist von *hujus Romae civitatis suburbanis* die Rede. Dass auf der Synode die Bischöfe eines grossen Theils von Italien anwesend waren, sehen wir aus dem cap. VIII, welches einen die sämmtlichen Kirchen *per Samniam, Campaniam, Picenum, Umbriam, Valeriam, Tusciam,*

[1] Meine Gesch. der Quellen u. s. w. I. 717.

[2] In der Handschrift kommt die Nummer XVI zweimal vor; es ist daher das letzte Capitel als das XVII. bezeichnet.

1*

Flamineam, Pentapolim et Emiliam betreffenden Beschluss enthält. Die Bischöfe der Aemilia waren freilich nicht erschienen, wie aus cap. XVI erhellt; aber sie waren doch geladen und ohne genügende Entschuldigung ausgeblieben.

Die Synode fällt bald nach dem achten allgemeinen Concil von Constantinopel. Es ist nämlich unter der *sancta et universalis synodus nuper aput regia urbe facta,* deren das cap. XVI gedenkt, eben dieses Concil gemeint. Nachdem das Verfahren des Erzbischofs von Ravenna und andrer Metropoliten, unter dem Vorwande der Visitation ihre Suffragane auszuplündern, gerügt und für die Zukunft der Bestrafung durch den apostolischen Stuhl überwiesen ist, heisst es weiter: *perseverans autem deponatur ut sacrilegus et idolatra per hujusmodi avaritiam et turpe lucrum effectus, secundum [quod] peregregius apostolus sentit et sancta et universalis synodus nuper aput regia urbe facta decernit.* Hier ist auf den c. 19 des gedachten allgemeinen Concils verwiesen, welcher in der Version des Anastasius bibliothecarius, dem einzigen Medium seiner Ueberlieferung, folgendermassen lautet: *Quod non oporteat archiepiscopos aut metropolitas sub obtentu quasi visitationis proficisci ad alias ecclesias et subjectos sibi episcopos per avaritiam damnis afficere vel gravare.* (R.) *Avaritiam, utpote secundam idololatriam, Paulus magnus execratur apostolus, cunctos videlicet, qui Christiano vocabulo censentur, ab omni turpi lucro abstinere volens. Multo magis ergo iis, qui sacerdotio funguntur, nefas est coepiscopos et suffraganeos suos per quemcunque modum gravare. Hujus rei gratia definivit sancta haec et universalis synodus nullum archiepiscoporum aut metropolitanorum relinquere propriam ecclesiam et sub occasione quasi visitationis ad alias accedere et potestate propria in inferiores abuti et consumere reditus, qui apud illos inveniuntur ad ecclesiasticam dispositionem et alimenta pauperum,* rel. Am Schluss heisst es dann: *Quisquis ergo post hanc definitionem nostram tale quid facere tentaverit, poenam subeat a patriarcha, qui per tempus fuerit, secundum congruentiam injustitiae ac avaritiae suae et deponatur et sequestretur ut sacrilegus et aliter ut idololatra factus juxta magnum apostolum.* [1]

---

[1] Mansi XVI. 172.

Die Uebersetzung des Anastasius — diejenige Form der Acten dieses Concils, deren sich die römische Kirche bediente — ist nach dem Jahr 870 angefertigt worden. Die Legaten des Papstes langten aus Constantinopel erst am 22. December des genannten Jahrs in Rom an, nachdem sie auf der Heimreise von Piraten überfallen waren und dabei die für den Papst bestimmte beglaubigte Abschrift der Concilsacten eingebüsst hatten. Die Uebersetzung ist dann im Auftrag Hadrian's II. von Anastasius nach dessen eignem, von ihm aus Constantinopel mitgebrachten Exemplar der Acten besorgt worden.[1]

Der Endpunct des Zeitraums, in dem die Synode gehalten sein muss, ergiebt sich für uns aus dem Umstande, dass der Erzbischof Johannes von Ravenna, bekannt durch seine Streitigkeiten mit Nicolaus I.,[2] in cap. XVI als lebend angeführt wird: *a Johanne, qui nunc superest, ejusdem urbis antistite.* Wir besitzen ein Schreiben Johann's VIII. an den erwählten Nachfolger des genannten Erzbischofs, in dem der Papst sein Beileid über den Tod des Letzteren ausdrückt.[3] Dieser Brief ist vor der Rückkehr von der Reise, welche der Papst in's westliche Frankenreich unternommen hatte, geschrieben. Da dieselbe vor dem 11. Mai 878 angetreten wurde,[4] so muss demnach unsre römische Synode vor diesen Termin fallen.

Aus dem Gesagten ergiebt sich, dass die achtzehn Capitel der brescianer Handschrift einer römischen Synode angehören, welche entweder noch unter Hadrian II. († 13. November — 13. December 872), und zwar in seinen letzten beiden Regierungsjahren, oder unter Hadrian's Nachfolger Johann VIII. vor seiner im Jahr 878 unternommenen Reise nach dem Westreich gehalten ist.

Von einer Synode aus den Jahren 871 und 872, der wir die achtzehn Capitel zuschreiben könnten, findet sich keine Spur. Wenn auch Muratori darin beizustimmen ist, dass die

[1] Mansi XV. 817, XVI. 9, 29. Vgl. Hefele Conciliengeschichte IV. 371 und besonders Dümmler Geschichte d. ostfränk. Reichs I. 697 fg.

[2] Dümmler I. 495 fg. S. auch u. S. 789 Note 1.

[3] Jaffé 2425.

[4] An diesem Tage landete er in Arles. S. Jaffé post 2368, Dümmler II. 79 und die dort Citirten.

Entbindung Ludwig's II. von dem Eide, den dieser dem Herzog Adalgisus von Benevent geleistet hatte, noch durch Hadrian II. um Pfingsten 872 und nicht erst, wie Regino von Prüm berichtet, durch Johann VIII. geschehen ist,[1] so findet sich doch keine Andeutung von einer zu diesem Zweck gehaltenen grösseren Synode italischer Bischöfe.[2]

Johann VIII. hat bis zum Antritt seiner Reise in's Frankenreich fünf Synoden in Rom gehalten, von denen wir wissen.

Die erste derselben fällt in's Jahr 873. Wir wissen von ihr durch die von Johann im August des Jahrs 878 in Troyes gehaltene Synode, deren c. 2 folgendermassen lautet: *Ecclesiarum sanctarum possessiones, id est monasteria, mansa, cortes, villas, patrimonia omniaque, quae jurisdictionibus earundem conveniunt, nullus suppetere a Romano seu reliquis pontificibus praesumat, nisi personae, quas canonica sancit auctoritas; ut est illud primo anno ordinationis nostrae apud beatum Petrum apostolum constitutum.*[3] Unter den achtzehn Capiteln der brescianer Handschrift findet sich keines, auf welches dieses Citat der Synode von Troyes passte.

Die zweite römische Synode Johann's VIII., von der wir Kunde haben, ist im Jahr 875 gehalten, bevor Karl der Kahle in Rom eintraf und zum Kaiser gekrönt wurde.[4] Die Synode von Ponthion im Jahr 876, in deren Acten wir diese Notiz finden,[5] theilt zugleich mit, dass der Papst *cum consensu omnium*

---

[1] S. Jaffé post 2240, Gregorovius Gesch. der Stadt Rom III. 186, Dümmler I. 779.

[2] Die Worte Regino's (Pertz Scriptores I. 584) sind: *Anno dominicae incarnationis 872. Hlodowicus imperator Romam venit ibique conventum celebrans coram summo pontifice multa super Adalgisi tyrannide conquestus est. Tunc a senatu Romanorum idem Adalgisus tyrannus atque hostis reipublicae declaratur, bellum etiam adversus eum decernitur. Johannes papa imperatorem a juramento, quo se obligaverat, auctoritate Dei et sancti Petri absolvit.*

[3] Mansi XVII. append. p. 187.

[4] Jaffé 2257. S. auch Hefele IV. 495 und Dümmler I. 829.

[5] *Congregata igitur in Romana urbe sancta synodo ante adventum praedicti domni imperatoris misit cum consensu omnium epistolas Hludowico regi filiisque quoque ipsius, archiepiscopis, episcopis, abbatibus ac reliquis primoribus regni sui monentes eos apostolica auctoritate more paterno servare, quae pacis sunt, ne videlicet aliquam inreptionem in regno praefati augusti*

7bis

Schreiben an Ludwig den Deutschen und seine Söhne und an alle Erzbischöfe, Bischöfe, Aebte und die übrigen Grossen des ostfränkischen Reichs gerichtet und sie von einem gewaltsamen Einfall in Karl's des Kahlen Reich abgemahnt habe.

Die dritte und vierte Synode sind in der Sache des Bischofs Formosus von Porto, desselben, der später als Nachfolger Stephan's VI. zum römischen Pontificat gelangte, am 9. April und 30. Juni 876 gehalten worden.[1] Ueber die erstere sind wir durch Johann's VIII. Schreiben an die gallischen und germanischen Bischöfe *Zelo Christianae* unterrichtet.[2] Von der letzteren ist uns die gegen Formosus gerichtete Sentenz in einem merseburger Codex erhalten, aus dem Richter sie im Jahr 1843 mitgetheilt hat.[3] Dass mindestens auf dieser Synode ausser den römischen auch andre italische Bischöfe zugegen waren, erfahren wir aus dem uns erhaltenen Document.[4]

Die fünfte römische Synode Johann's VIII., von der wir wissen, ist kurz vor seiner Abreise in's Frankenreich in Sanct Peter gehalten. Der Papst verhängte auf ihr gegen den Herzog Lambert von Spoleto und seine Anhänger den Bann, den er nicht lange vorher in der Paulskirche ihnen angedroht hatte.[5] Auch hier waren italische Bischöfe anwesend.[6] Dass unsre achtzehn Capitel dieser Synode angehören, ist aus folgenden Gründen sehr unwahrscheinlich. 1. Die Excommunication wurde ausgesprochen, als der Papst sich anschickte das von Lambert bedrohte Rom zu verlassen. Es ist nicht eben anzunehmen, dass dieser Zeitpunct für geeignet gehalten wäre noch andre

---

(sc. *domni Karoli) facile tentarent, usque dum simul ad mutuum colloquium venirent et ipse inter eos et de pace conservanda et de jure regnorum secundum sibi a Deo ministerium creditum decerneret pariter et discerneret* (Pertz Leges I. 535).

1 Jaffé post 2268, post 2271.

2 Jaffé 2270. [redacted]

3 Marburger Prorectoratsprogramm vom 10. Sept. 1843 p. 5.

4 *Et subscripserunt romanorum episcopi numero XXVIII cum consedentibus italicis episcopis et presbyteri IV et totidem diacones.* A. a. O. p. 6.

5 Dümmler II. 77 fg. lettre de Jean VIII à Jean de Ravenne (Migne, t. 126, ep. 107 col. 758 A). Hefele (Concilienge[sch.] IV p. 507 n. 1) cite la place assignée à cette lettre par Jaffé et les autres, mais sans être lui-même plus précis.

6 In der Allocutio Johann's VIII. an die Synode von Troyes bei Mansi XVII. 348 heisst es: *praedictos Lantbertum et Adelbertum sequacesque eorum .... in ecclesia beati Petri apostoli una cum coepiscopis et confratribus nostris Italicis excommunicavimus* rel.

als die dringlichsten Angelegenheiten zu ordnen. 2. In cap. XVI der brescianer Handschrift wird der Handlungsweise des Erzbischofs Johann von Ravenna in einer Weise gedacht, welche zeigt, dass der Friede zwischen ihm und dem Papst zur Zeit der Synode, der diese Capitel angehören, keineswegs bereits hergestellt war. Er wird der Räubereien und Gewaltthätigkeiten beschuldigt und eventuell mit Deposition bedroht. Nun richtet aber kurz vor der Verhängung des Banns über Lambert der Papst an Johann von Ravenna ein freundliches Schreiben, in welchem er diesem mittheilt, dass die Androhung der Kirchenstrafe gegen Lambert erfolgt sei und dass er selbst um sich seinen Nachstellungen zu entziehen über's Meer nach Frankreich gehen werde.[1] Mit der ganzen Fassung des Briefs würde es unverträglich sein, dass der Papst ihn zu derselben Zeit einen Räuber und Gewaltthäter genannt und mit Deposition bedroht hätte. 3. In demselben Capitel werden die Bischöfe der Aemilia, die Suffragane des Metropoliten von Ravenna, mit der Excommunication bedroht, wenn sie nicht innerhalb vierzig Tagen sich in Rom einfänden. Diese Verfügung steht offenbar mit dem vom Papst gefassten Entschluss Rom wegen der ihm dort drohenden Gefahren jeden Augenblick zu verlassen nicht im Einklang.

Wenn nicht etwa die achtzehn Capitel einer Synode angehören, von der wir sonst keine Kunde haben, so möchte ich sie der Synode von 875 beilegen. Es sprechen dafür folgende Gründe.

Von den achtzehn Capiteln unsrer römischen Synode finden sich der grössere Theil des II., ferner die Capitel III, V, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV entweder wörtlich oder doch mit nicht eben wesentlichen Abweichungen auch unter den Schlüssen des von Johann VIII. in Ravenna im August 877 gehaltenen Concils.[2] Es stehen daher beide Synoden durch ihren Inhalt in naher Beziehung. Nun findet durch einen andern Act auch ein Connex zwischen dem Concil von Ravenna und der römischen Synode von 875 statt. Ein Hauptzweck des Ersteren war nämlich die Anerkennung der Erhebung

[1] Jaffé 2356.
[2] Mansi XVII. 335 sq.

Karl's des Kahlen zur Kaiserwürde auszusprechen.[1] Das kurz vor Karl's Ankunft in Rom im Jahr 875 gehaltene Concil steht aber zu seiner Kaiserkrönung in vorbereitendem Verhältniss. Wir wissen freilich von diesem Concil nur, dass es der an Ludwig den Deutschen gerichteten Abmahnung von einem Einfall in Karl's Reich zustimmte.[2] Aber es genügt dies auch um zu erkennen, dass es den Entschluss des Papstes, nicht an Ludwig, sondern an Karl die Kaiserkrone zu verleihen, gebilligt habe.[3] Bei der engen Verbindung daher, in welcher die Bestätigungssynode von Ravenna und diese dem Krönungsact vorhergehende römische Synode durch die Hauptgegenstände ihrer Beschlussfassung zu einander stehen, hat offenbar der Gedanke nichts Willkürliches, dass unter den römischen Synoden grade die letztere es sei, deren Canonen auf der Synode von Ravenna wiederholt wurden. Ich bemerke aber ausdrücklich, dass ich weit davon entfernt bin mehr als eine Vermuthung aussprechen zu wollen.

Dass in Ravenna die achtzehn Capitel der römischen Synode nicht sämmtlich wiederholt oder, was ja das Einfachste gewesen wäre, in complexu bestätigt sind,[4] das erklärt sich für die Mehrzahl derselben ohne Schwierigkeit.

Das cap. VIII, so unklar sein näherer Sinn in der vorliegenden Fassung auch ist, hat doch offenbar eine locale Beziehung. Auf der Synode von Ravenna finden wir aber in nicht geringer Zahl auch Bischöfe solcher Provinzen, die in dem cap. VIII unsrer römischen Synode gar nicht erwähnt werden. Was ferner cap. XVI betrifft, so waren auf der Synode von Ravenna speciell auch der Erzbischof Johann und die Bischöfe der Aemilia anwesend und mitwirkend. Daher musste dieses

[1] Bis auf Jaffé schrieb man diesen Bestätigungsact einer römischen Synode zu, die nach Pithou im Jahr 876, nach Sirmond im Februar 877 und nach Pagi im Juli desselben Jahres gehalten sein sollte. Jaffé p. 269 hat gezeigt — und zwar so, dass jeder Zweifel ausgeschlossen ist —, dass dieser Beschluss der Synode von Ravenna angehört. S. auch Dümmler II. 50 fg.

[2] S. o. S. 776 Note 5.

[3] Vgl. auch Mansi XVII. 303 und Hefele IV. 495.

[4] Wie die Capitel der ravennatischen Synode auf dem Concil von Troyes: *Ut illa capitula, quae anno praecedente apud Ravennam statuimus synodali collegio, inconvulsa ab omnibus observentur* (Mansi XVII. append. p. 187).

Capitel, dessen erster Theil gegen den Erzbischof und dessen Schluss gegen seine Suffragane gerichtet ist, hinwegfallen. Offenbar hatte nach beiden Richtungen hin bereits eine Aussöhnung stattgefunden. Das cap. XVII bezieht sich lediglich auf die Verhältnisse der römischen Kirche. Ebenso hat das cap. XVIII zunächst die Verhältnisse dieser Kirche im Auge.

In cap. I und cap. IV ist Pseudoisidor deutlich im Werk zu spüren. Es ist nicht uninteressant, dass das Concil von Ravenna das erste Capitel ganz weggelassen und an die Stelle des allgemeinen Verbots der Vergewaltigung der Bischöfe, welches in der technischen pseudoisidorischen Sprache das vierte Capitel enthält, einen Canon gesetzt hat, der speciell gegen die Herzoge gerichtet ist.

Ich lasse jetzt die achtzehn Capitel der römischen Synode nach der brescianer Handschrift, in der ich sie gefunden, folgen. In den Noten werde ich bei denjenigen Capiteln, welche auf der Synode von Ravenna wiederholt wurden, die Abweichungen nach der Ausgabe dieser Synode von Holstein,[1] welche allen übrigen zu Grunde liegt, anführen.

Cap. [I].

De primatu sanctae Romanae et apostolicae ecclesiae.

Sancta Romana et apostolica ecclesia non a hominibus neque per hominem, sed ab ipso salvatore domino nostro Jesu Christo primatum obtinuisse dinoscitur; sicut ipse beato Petro apostolorum principi dixit: Tu es Petrus et super hanc petram aedificabo ecclesiam meam et portae inferi non praevalebunt adversus eam, et tibi dabo claves regni coelorum.[2] Ipsa enim

[1] Collectio Romana bipartita veterum aliquot historiae ecclesiasticae monumentorum. Romae 1662. P. II. p. 147 sq.

[2] Vgl. Pseudo-Anacletus bei Hinschius p. 83: . . . *sacrosancta Romana apostolica ecclesia non ab apostolis, sed ab ipso domino salvatore nostro primatum optinuit, sicut ipse beato Petro apostolo dixit: Tu es Petrus* rel. Findet sich auch in der von mir edirten Rede Hadrian's II. von Montecassino (Sitzungsberichte Jahrg. 1872 Bd. 72 S. 545).

1) Il est fâcheux que M. Maassen ne donne, ni ici, ni plus loin, la fausse
Décrétale qui aurait été utilisée pour ce Chapitre IV.
J'ai essayé de faire moi-même ce rapprochement, et je n'ai rien
trouvé de concluant en faveur de l'utilisation, pour ce canon,
du recueil pseudo-isidorien.

5) Sources: 6) Conc. Nic. praef. dans la Coll. Quesnell. (Leo M. opp. ed. Ballerini
3, 23) Voy. Hinschius p. 83 notes.

Source : Lettre de Sergius au pape Théodore I (voy. le texte latin et grec, dans les act.

~~[illegible]~~ : Conc. Later (649). secretarius II (Mansi X, 914 sq. Coleti VII 126), ~~[illegible]~~.

firmamentum a Deo fixum et immobile speciali est ditata privilegio, in qua omnes vertuntur, sustentantur, relevantur et renovantur ecclesiae,[1] quam qui perturbare contra canonica patrum statuta praesumpserit, non jam homini, sed ipsi Deo injuriam apostatando inrogans, nisi cito sub congrua satisfactione coram ipsius ecclesiae praesule resipuerit et in sua obstinatione permanserit, sciat se ab omni communione ecclesiastica sequestratum.

Cap. II.

De ordinatione episcoporum diu minime differenda.[2]

Quoniam quidam metropolitanorum fidem suam secundum priscam consuetudinem sanctae sedi apostolicae exponere detractantes usum pallii neque expetunt neque percipiunt ac per hoc episcoporum consecratio viduatis ecclesiis non sine periculo protelatur, placuit, ut, quisquis[3] metropolitanus ultra[4] tres menses consecrationis suae ad fidem suam exponendam palliumque suscipiendum ab apostolica sede[5] non miserit, comissa sibi careat dignitate[6] sitque[7] licentia metropolitanis aliis post secundam et tertiam commonitionem viduatis ecclesiis cum consilio Romani pontificis ordinando episcopum subvenire. Si[8] vero consecrandi episcopi neglegentia provenerit, ut ultra tres menses ecclesia viduata consistat, communione privetur, quo-

---

Felix

[1] Vgl. Pseudo-Athanasius bei Hinschius p. 480: *Ipsa enim firmamentum a deo fixum et immobile percepit . . . . ., ipsa est enim sacer vertex, in quo omnes vertuntur, sustentantur, relevantur et . . . . . renovantur ecclesiae* Auch diese Stelle findet sich in der Rede Hadrian's (a. a. O. S. 552).

[2] Cod. *differendis.*

[3] Hier beginnt das cap. I der Synode von Ravenna, dem folgende Rubrik gegeben ist: *Ut metropolitani intra tres menses fidem suam apud sedem apostolicam exponant et pallium petant.*

[4] Syn. Rav. *intra.*

[5] Syn. Rav. add. *nulla inevitabili necessitate imminente.*

[6] Syn. Rav. add. *ita ut tamdiu episcopali illi sedi cedat omnique consecrandi licentia careat, quamdiu in exponenda fide et in expetendo pallio priscum morem contempserit.*

[7] Syn. Rav. *sit.*

[8] Hier beginnt cap. II Syn. Rav. mit folgender Rubrik: *Ut episcopi electi intra tres menses a metropolitano suo consecrentur.*

usque aut loco cedat aut se consecrandum prebere non differat. Quodsi ultra quinque menses per suam neglegentiam retinuerit viduatam ecclesiam, neque ibi neque alibi consecrationis donum percipiat, imo metropolitani sui judicio cedat.

Cap. III.

De usu pallii, ne a metropolitanis praesumptive utatur. [1]

Quicumque sane metropolitanorum per plateas vel in letaniis uti pallio praesumpserit et non tantum in precipuis festivitatibus et ab apostolica sede indictis temporibus ad missarum solummodo solemnia, [careat illo honore,] [2] prout beatus papa Gregorius ad Johannem et Marinianum scribit Ravennatis episcopos: [3] Qui grave jugum atque vinculum cervicis non pro ecclesiastica, sed pro quadam seculari dignitate defendit, permissa, qua abutitur, careat dignitate, quoniam jure privilegium meretur amittere, qui audacter usurpat inlicita. [4]

Cap. IIII.

De episcopis minime ignominiose tractandis. [5]

Episcopos [6] vero, qui adhuc a Deo constituti sunt, ut oblationes fidelium divinae offerant majestati et suis precibus

---

[1] Syn. Rav. *Ut metropolitani non nisi statutis temporibus pallio utantur.*

[2] Die eingeklammerten Worte sind aus Syn. Rav. ergänzt.

[3] Syn. Rav. *ad Joannem Panormitanum episcopum et Marinianum scribit Ravennatem episcopum.*

[4] Cf. Lib. III. ep. 56, Lib. V. ep. 56 ed. Ben.

[5] Syn. Rav. hat statt dieses Capitels ein andres, welches folgendermassen lautet: *Ut duces episcopos non praesentent nec ipsos aliasque personas concutiant.* (R.) *Nulli ducum liceat quemlibet episcopum in praesentiam Romani praesulis introducere vel census ab eo sumptus publicos, sed dona quaelibet exigere; sed nec coram laicis episcopum objurgare concedimus. Clericos et sanctimoniales, pupillos et viduas sub tutela episcoporum esse decernimus et eos ad saecularia trahi modis omnibus interdicimus. Quemlibet autem ducem vel alium contra haec agentem excommunicandum esse decernimus; perseverantem vero anathematis vinculo innodandum.*

[6] Cod. *Episcopi.*

De sacerdotibus autem domini quos . . . . . scitote vos in eo valde
Deo placere, qui sibi eos ad serviendum asciuit et familiares in tantum
sibi esse voluit, ut etiam aliorum hostias per eos acceptaret atque eorum
peccata donaret sibique reconciliaret; ipsi quoque proprio ore corpus
domini conficiunt et populis tradunt. De illis enim dictum est: Qui
vos contristaverit me contristavit... » Pseudo-Isidore, Decreta Pontiani
c. II (Hinschius, 147) Sources: Hieron. ep. ad Heliod. n° 8 (1, 34) ou Concil. Aquisgr.
a. 816 lib. I c. 97 [redacted])

· Cette citation de Zacharie (II, 8) se retrouve plusieurs fois dans les fausses décrétales v. g. Alexandri (Hinschius, 95, 96); Felicis II 11 (ib. 484)

populum Christo reconcilient, cujus corpus et sanguinem propriis conficiunt manibus et propinant ipsius redempti sanguinem, patrum statuta sequentes a nemine ignominiose tractari, a nemine sine canonico judicio dilacerari, a nemine scandalizari sancimus, dicente de eis Domino: Qui vos tangit, tangit pupillam oculi mei. Quos [qui] percutere, detruncare vel contra canonicam auctoritatem infamare aut propriis rebus absque legali judicio expoliare praesumpserit seu a commissis sibi ecclesiis in sequendo expellere, communione privetur. Si vero bis vel ter conventus ei, in quem deliquisse dinoscitur, emendando non satisfecerit, anathematis vinculis innodetur.

Cap. V.

De ecclesiis non violandis et de non facienda injuria ecclesiasticis viris. [1]

Si quis domum Dei violaverit et aliqua sine licentia illius, cui commissa [2] dinoscitur, inde abstulerit vel ecclesiasticis personis injuriam fecerit, donec conventus et ammonitus legitime satisfaciat, sciat se communione [3] privatum. Si vero post secundam et tertiam conventionem coram episcopo satisfacere detractaverit, sacrilegii periculo ab omnibus obnoxius teneatur. [4]

Cap. VI.

De raptoribus sanctimonialium vel quarumlibet feminarum. [5]

Quicumque sanctimonialem vel quamcumque feminam in matrimonium vel concubinatum rapuerit, donec eam coram episcopo civitatis parentibus vel civibus restituat, cum omnibus suis fautoribus excommunicatum se esse cognoscat. Si vero

---

[1] Syn. Rav. *Ut qui domum Dei violaverit et inde quid abstulerit, communione privetur.*

[2] Syn. Rav. add. *esse.*

[3] Syn. Rav. add. *fore.*

[4] Syn. Rav. add. *ita ut secundum apostolum nemini fidelium misceatur.*

[5] Syn. Rav. *Ut raptores, nisi raptas restituant, communione privati etiam anathemate percellantur.*

post secundam et tertiam conventionem, quam rapuit, sub satisfactione congrua non reddiderit, tamquam anathematizatus ab omni Christianorum consortio repellatur. Raptas enim nec inmerito eas dicimus, quae sine consensu parentum seu civitatis episcopi aut ipsae ultro difugiunt aut nolentes ab aliis abducuntur.[1]

Cap. VII.

De homicidis, truncatoribus, predonibus et domorum crematoribus.[2]

Si quis homicidium, membrorum truncationem, domorum incendia fecerit sive facere[3] jusserit aut facienti[4] consenserit, quousque de his unicuique legaliter vel amicabiliter coram episcopo civitatis aliisque civibus non emendaverit, ab ecclesia se privatum[5] cognoscat. Si vero[6] post secundam et tertiam conventionem cuncta, in quibus arguitur, non emendaverit, tamquam ethnicus et publicanus ab omni Christianorum conlegio separetur. Porro de his, qui depredationes fecerint aut facere jusserint vel facienti consenserint, instituimus, ut, si ab episcopo civitatis ammoniti minime resipuerint,[7] XL diebus pane et aqua contenti reliquis cibis et potibus sint omni[no] privati. Qui si[8] hanc excommunicationem suspicati fuerint violasse, satisfaciant episcopo, quod illam non violaverint, sicque demum, si convicti fuerint hanc violasse, non solum, quod unicuique arguuntur fecisse, emendent, sed etiam bis atque ter commoniti, si se non correxerint, ab omni communione ecclesiastica sint alieni.[9]

---

[1] Cod. *adducuntur.*

[2] Syn. Rav. *Ut homicidae et incendiarii, nisi publice satisfecerint, post excommunicationem etiam anathematizentur.*

[3] Syn. Rav. *aut fieri.*

[4] Cod. *faciente.*

[5] Syn. Rav. add. *esse.*

[6] Syn. Rav. *ergo.*

[7] Cod. *resipuerit.*

[8] Syn. Rav. *Quodsi.*

[9] Syn. Rav. *ab omni communione privati sint.* Syn. Rav. theilt dieses Capitel in zwei; dem zweiten, welches mit den Worten *Porro de his* beginnt, ist folgende Rubrik gegeben: *Ut praedones, si bis terve admoniti non*

Cap. VIII.

De excommunicatis ut per unamquamque provinciam regularis sententia teneatur. [1]

Omnes, qui pro diversis excessibus suis tam ab apostolica sede quam ab universis ecclesiis per Samniam, Campaniam, Picenum, Umbriam, Valeriam, Tusciam, Flamineam, Pentapolim et Emiliam excommunicati per diversas provincias aeque communione privati sunt vel de reliquo fuerint, donec hi, qui ab apostolica sede suspensi sunt, ei legaliter satisfecerint, communione priventur. Hi vero, qui ab aliis episcopis, eisdem nihilominus legitimam satisfactionem praebuerint, sub ejusdem excommunicationis vinculo se manere cognoscant. Si vero post secundam et tertiam commonitionem cuncta, in quibus arguuntur, perfecte non emendaverint, anathematis sententia se noverint obligatos.

Cap. VIIII.

De his, qui ante audientiam communicare temptaverint. [2]

Hi sane, qui ante audientiam communicare temptaverint vel temptaverunt, donec per poenitentiam reatum suum defleant, ad communionem nullo modo reducantur excepto mortis urguente periculo. Qui vero excommunicato scienter communicavit vel communicaverit et a[3] modo saltem in domo simul oraverit atque latebras defensionis, [ne] cominus ad satisfactionem perducatur, praebuerit, donec ab excommunicatore poenitentiam suscipiat, corporis et sanguinis Domini communione[4] se privatum[5] cognoscat.

---

emendaverint, praeter excommunicationem etiam anathemate feriantur. Am Ende findet sich folgender Zusatz: *Si vero post secundam et tertiam commonitionem cuncta, in quibus arguuntur, perfecte non emendaverint, anathematis sententia se noverint obligatos.*

[1] Syn. Rav. hat dieses Capitel nicht.

[2] Syn. Rav. *Ut excommunicatorum fautores et ipsi communione priventur.*

[3] Cod. *ad.*

[4] Cod. *communionem.*

[5] Syn. Rav. add. *esse.*

Cap. X.

De his, qui excommunicati defuncti sunt. [1]

Quicumque igitur intra anni spatium civiliter [2] sive publice causam suam coram suis excommunicatoribus non peregerint, ipsi sibi audientiae clausisse aditum [3] videantur. Quodsi obstinato animo sine communione defuncti fuerint, nos illorum [4] causam juxta beati Leonis praedecessoris nostri sententiam divino judicio reservantes: quibus vivis non communicavimus, mortuis communicare non possumus. [5]

Cap. XI.

Ut omnes episcopi excommunicatorum nomina suis vicinis denuntient. [6]

Curae sit omnibus episcopis excommunicatorum omnino nomina tam vicinis episcopis quam suis parroechianis pariter indicare eaque in celebri loco posita pre foribus ecclesiae cunctis convenientibus [7] inculcare, quatenus in utraque diligentia et excommunicatis [8] ubique [9] ecclesiasticus aditus excludatur et excusationis causa omnibus auferatur.

---

[1] Syn. Rav. verbindet dieses Capitel mit dem voraufgehenden, daher fehlt die Rubrik.

[2] Syn. Rav. *humiliter.*

[3] Cod. *aditu.*

[4] Cod. *illius.*

[5] S. Leon. M. ep. (167) ad Rusticum Narb. *Horum causa Dei judicio reservanda est, in cujus manu fuit, ut talium obitus usque ad communionis remedium differretur. Nos autem, quibus vivis non communicavimus, mortuis communicare non possumus.* (Ed. Ballerin. I. 1423.)

[6] Dieses und das folgende Capitel bilden, zu einem verbunden, das cap. X Syn. Rav., dessen Rubrik so lautet: *Ut episcopi nomina excommunicatorum publice affigi curent.*

[7] Cod. *conventionibus.*

[8] Cod. *excommunicantes.*

[9] Syn. Rav. om.

Cap. XII.

De neglectoribus episcopis communione privandis.

Si quis sane venerabilium episcoporum vel sacerdotum in hac re districtissime non vigilaverit et in aliquo conibuerit, quominus ecclesiasticae severitatis invectio circa personas delinquentium conservetur, donec coram provinciali synodo satisfaciat, [a] communione sciat se esse suspensum. Si vero post tertiam conventionem in sua neglegentia manserit, canonico judicio subjacebit.

Cap. XIII.

De his, qui ante emendationem reatus seniores suos subterfugiendo relinquunt. [1]

Multos esse cognovimus, qui dum a suis senioribus pro diversis suis excessibus se conveniendos legaliter timent, ad alium senioratum confugiunt et ibi pejora prioribus operantur. Quapropter si quis sine justa querela et capitularibus legum cognita a seniore in seniorem vitiose migraverit, a nemine suscipiatur, donec sub prioris senioris districtione satisfaciat cunctis, quibus deliquerat. Si vero susceptus fuerit, quousque nihilominus satisfecerit, cum suo susceptore communione privetur. [2]

Cap. XIIII.

De laicis publicos [3] *conventus spernentibus a communione pellendis.* [4]

Verum quia sunt plerique, qui prolationem sententiae subterfugere cupientes a matricularibus [5] ecclesiis vel baptis-

---

[1] Syn. Rav. *Ut ecclesiastico judicio obnoxiis refugium praestantes et ipsi excommunicentur.*

[2] Syn. Rav. bringt dieses Capitel in abweichender Fassung folgendermassen: *Illos autem, qui pro diversis suis excessibus se conveniendos legaliter timent aliumque senioratum confugiunt et ibi pejora prioribus operantur, jubet, ut a nemine suscipiantur, donec sub prioris domini districtione satisfaciant cunctis, quibus deliquerant. Si vero prius suscepti fuerint, cum suo susceptore communione priventur.*

[3] Cod. *publicorum.*

[4] Syn. Rav. *Ut nemo se parochiae propriae conventui ultra tres dies dominicos subtrahat.*

[5] Syn. Rav. *matricialibus.*

malibus se subducunt, placuit, ut hi, qui intra[1] regione[m] positi a publicis ecclesiarum se conventibus ultra tribus diebus dominicis voluntarie sententie subterfugiendo abstinent,[2] donec sub satisfactione se emendandos[3] astruant, communione priventur.

Cap. XV.

De administratoribus saeculi episcopo ad defensionem aecclesiae opem ferre neglegentibus.[4]

Administratores plane secularium dignitatum, quos ad aecclesiarum tuitionem, pupillorum ac viduarum protectionem rapatiumque refrenationem constitutos esse cognovimus,[5] quotiens ab episcopis et ecclesiasticis viris conventi fuerint, eorum quaerimonias fideliter[6] audiant et, secundum quod necessitas expetierit, absque neglegentia examinent[7] et diligenti studio emendent.[8] Quod si Dei timorem prae oculis non habentes neglegere post secundam et tertiam ammonitionem inventi fuerint, omni se noverint communione usque ad condignam satisfactionem privatos.

Cap. XVI.

De non gravandis ecclesiis vel episcopis a suis metropolitanis.[9]

Quoniam sacris docentibus regulis liquido novimus non minus malam consuetudinem quam pernitiosam corruptelam forte[10] vitandam, placuit consuetudinem modis omnibus amputari, ne quisquam metropolitanorum aecclesias, in quibus episcopos ordinat, vel eosdem antistites aliqua turpis lucri gratia vel exquisitis adinventionibus aggregare pertemptet, per visitationem

[1] Cod. *infra.*
[2] Syn. Rav. *sententiam subterfugiendo subtrahunt.*
[3] Syn. Rav. *corrigendos.*
[4] Syn. Rav. *Ut magistratus saeculares ab episcopis et clericis conventi querimonias eorum diligenter examinent et corrigant.*
[5] Syn. Rav. *constituti esse procul dubio debent.*
[6] Syn. Rav. *attentius.*
[7] Cod. *examinentur.*
[8] Syn. Rav. *corrigant.*
[9] Dieses Capitel kommt in Syn. Rav. nicht vor.
[10] Leg. *fore.*

Voy. [sur] les actes des Conciles contre Jean arch. de Ravenne, sous Nicolas I (Coleti, X 190-199.) nos notes personnelles. (Rec. des Conciles)

scilicet, qua putatur(?), vel per improbum accessum suum et tardum omnino recessum. Quod quidem ambitus vel avaritiae genus a Ravennatibus dinoscitur nuper praesulibus adinventum, sed a Johanne, qui nunc superest, ejusdem urbis antistite postmodum multiplicibus rapinis et violentiis dilatatum.[1] Quapropter sit de reliquo hoc communi decreto nostro Ravennatis urbis episcopus regulariter aecclesiae suae conlata prerogativa contentus aliarumque regimen aecclesiarum sibi non vindicet,[2] non subripiat;[3] sed tali jure talique moderamine hic in episcopis fruatur, quos consecrat, quali nimirum Mediolanensis et Aquilejensis ceterique metropolitani presules in eis frui probantur, quos ad episcopatus apicem provehunt; praesertim cum nec apostolicae sedis summi pontifices hujuscemodi sibi ambitionis reperiantur umquam pro nefas usurpasse. Quisquis ergo archiepiscoporum post hanc synodalem diffinitionem nostram tale quid facere temptaverit, correptionem subeat, quam ratione dictante sedes apostolica judicaverit; perseverans autem deponatur ut sacrilegus et idolatra per hujusmodi avaritiam et turpe lucrum effectus, secundum [quod] peregregius[4] apostolus sentit[5] et sancta et universalis synodus nuper aput regia urbe facta decernit.[6] — Episcopos[7] Aemiliae, quos[8] ad synodum praeesse vocavimus, quia neque occurrere neque justas necessitatis

---

[1] Schon die römische Synode unter Nicolaus I. von 862 (Mansi XV. 598 setzt sie mit andern in das Jahr 861; s. aber Hefele IV. 239 und Dümmler I. 496) gedenkt ähnlicher Beschwerden gegen den Erzbischof Johann von Ravenna; sie beschliesst darauf: *ut nullus amodo et deinceps archiepiscopus Ravennae ad vestra episcopia sine voluntate vestra accedere tentet vel aliquam pecuniam a vobis exigere vel res ecclesiae vestrae aut monasteria vestra sive plebes aut titulos sive praedia per quodvis ingenium diripere audeat,* rel.

[2] Cod. *vindicent.*

[3] Cod. *subripiant.*

[4] Cod. *progregius.*

[5] Coloss. 3. 5.

[6] S. oben S. 774.

[7] Im Cod. wird dieser Absatz, verbunden mit dem folgenden [cap. XVII], zum zweitenmal als *Cap. XVI.* bezeichnet. Dass aber mit den Worten *Episcopos Aemiliae* kein neues Capitel beginnt, zeigt das Fehlen der Rubrik; wie umgekehrt das Vorhandensein der Rubrik erkennen lässt, dass mit den Worten *Quia exquisite* ein neues Capitel beginnt.

[8] Cod. *quod.*

excusationes nobis mittere voluerunt,[1] communione praevaricandos nunc canonice sanciremus. Sed quia fratrum et coepiscoporum nostrorum, qui adsunt, precibus indutias eis conferendas annuimus, decernimus, nisi intra quadraginta dierum spatium a modó numerandi (sic) occurrerint, communione privari.

[Cap. XVII].

Ut diaconi cardinis hujus apostolicae sedis coacte presbyteri non ordinentur.[2]

Quia exquisite adinventionis arte in hac sancta Romana, cui Deo auctore deservimus, ecclesia consuetudo insolita poenitus inolevit, ut scilicet preconsules[3] ejus[4] diaconos suos aliis episcopis hoc[5] nolentes et absolute contra sacras regulas presbyteros ordinare praecipiant, nil plerumque in eis, quod de merito reprehendant, habentes, nisi quod livore vel in accusatione malignorum hominum exterminare illos, nulla docente regula, ordine de ecclesia, cui famulabantur, affectant (unde accidit, ut stipendiis ecclesiae, cui serviebant, amissis mendicare domosque saecularium circuire cogantur), placuit hujusmodi pessimam consuetudinem modis omnibus amputandam. Quapropter decreto presenti statuimus neminem diaconum a modo et deinceps invitum presbyterum ordinandum; sed suadentes et compellentes et omnes omnino huic faventes et cooperantes tyrannidi anathema sint a patre et filio et spiritu sancto et a toto corpore Christi, quod est ecclesia, separati.

---

[1] Weshalb die Bischöfe der Aemilia nicht erschienen waren, erhellt nicht. Unter Nicolaus bildete es eine der Beschwerden dieser Bischöfe, dass der Erzbischof sie nicht nach Rom reisen lasse. Daher heisst es in dem S. 789 Note 1 angeführten Synodaldecret: *nec non et vobis licentiam tribuimus, ut quoties pro beatorum apostolorum amore vel pro visitatione apostolicae sedis praesulum more decessorum vestrorum Romam occurrere vultis, nullum impedimentum vobis archiepiscopus Ravennae nec palam nec occulte facere praesumat; sed Deo comite vobis occurrere liceat* (Mansi XV. 601).

[2] Dies Capitel kommt ebenfalls in Syn. Rav. nicht vor.

[3] *presules?* Die römischen Suffragane wurden auch *episcopi R. e.* genannt.

[4] Cod. *preconsulereius.*

[5] Cod. *hos.*

Diaconum vero, qui hanc injuriam et hujusmodi genus depositionis sustinuit, utpote qui presbyteratus non sit canonice gradum sortitus, ad diaconatus revocari officium et in ordine levitarum secundum priorem consuetudinem permanere et ministrare decernimus, fas et jus semper habentem contra in hoc sibi renitentes multifariae multisque modis agendi. Sane si quisquam diaconorum super aliqua fuerit culpa forte notatus, canonicis aut confessus aut convictus legibus arguatur.

Cap. XVIII. [1]

De illicitis ordinationibus minime faciendis. [2]

Illicite ordinationes diversis ubique patrum regulis inhibentur. Sed quia contempni has ab improbis indesinenter aspicimus, praesenti una cum sancto concilio diffinimus neminem episcoporum illicitas ordinationes facere clericorum vel presbyterorum aut [in] hujus Romae civitatis suburbanis aut in alienis dioecesibus consecrare aut litterarum vel maxime psalmorum ignarum vel eum, qui minoris quam treginta sit annorum aetatis. Qui ergo presbyterum ordinare necessarium ducit, deputet eum ecclesiae, in qua Domino serviens jugiter perseveret. [3] Et siquidem in urbis nostrae suburbanis presbyter fuerit promovendus, consensus nostri epistola signaculo nostro munita ab episcopo requiratur; sin autem,[4] ab episcopo, in cujus parroechia [5] eadem est promotio facienda. Quisquis autem episcoporum adversus statutum nostrum de cetero egisse fuerit deprehensus, uterque gradus sacerdotalis careat. Itaque episcopus depositionis poenam non evadet, nisi de consecrando

---

[1] Cod. *XVII.*

[2] Syn. Rav. hat unter der Rubrik: *Ut presbyter non nisi ad certum locum ordinetur* nur den folgenden Satz dieses Capitels: *Qui presbyterum ordinare necessarium ducit, deputet eum ecclesiae, in qua Domino serviens jugiter perseveret.* Dann folgen in Syn. Rav. noch fünf Capitel, welche dem römischen Concil fremd sind.

[3] S. vor. Note.

[4] Hier fehlt etwa *alibi.*

[5] Cod. *parroechie.*

presbytero sedis apostolicae vel episcopi, in cujus parroechia promovet, certis indiciis consensum se percepisse probaverit; is autem, qui consecrari visus est, de promotione illa nihil omnino lucrabitur, nisi formatam a consecratore suo certo signaculo ejus munitam percipiat evidenter ab eo se fuisse promotum et inambigue demonstrantem.
